

MOYEN-ORIENT

La guerre civile qui embrase la Syrie et l'Irak atteint une nouvelle intensité. Face à cette crise, les États-Unis ont renoncé à se désengager de la région comme ils en avaient le projet, souligne François Bujon de l'Estang, ancien ambassadeur de France à Washington. La Turquie, pour sa part, connaît un état de tension intérieure sans précédent depuis l'avènement d'Erdogan, analyse Dorothee Schmid, chercheuse à l'Institut français des relations internationales.

Syrie et Irak: les tourn

Sept ans après son élection à la Maison-Blanche, le président Obama doit se rendre à l'évidence: quoi qu'il lui en coûte, l'aggravation de la situation au Moyen-Orient et la résilience des talibans en Afghanistan lui interdisent d'honorer pleinement sa promesse de retirer les troupes américaines d'Irak et d'Afghanistan et de mettre fin à l'engagement militaire des États-Unis dans cette région.

En Afghanistan, le raid contre Kunduz est venu attirer l'attention du monde sur le rôle essentiel que jouent, pour une armée afghane encore balbutiante, le soutien des quelque 10 000 soldats américains qui s'y trouvent encore et l'appui aérien sans lequel Kunduz serait encore aux mains des talibans. Les chefs militaires américains plaident vigoureusement auprès du président pour que la date fixée pour le retrait de leurs troupes soit différée d'au moins un an.

En Irak et en Syrie, les bombardements aériens de la coalition menée par les États-Unis font, semaine après semaine, la preuve de leur efficacité très relative. Ils ont contribué à freiner les avancées des troupes de l'État islamique au Nord, en direction de Bagdad, et au Kurdistan, mais ils n'ont suffi ni à les refouler hors de Mossoul, ni à empêcher leur poussée vers le nord-ouest de la Syrie, où elles ont pris Idlib et Palmyre. L'absence de troupes fiables au sol limite l'effet des frappes aériennes: seules les forces

kurdes d'Irak et de Syrie font le poids face à Daech. L'armée irakienne s'est évaporée autour de Mossoul en abandonnant à l'ennemi tout son équipement. Les milices chiites

irakiennes encadrées par des officiers iraniens n'inspirant guère confiance et contribuent par leurs exactions à aliéner les populations sunnites. Quant à l'effort américain pour former des combattants syriens « modérés », c'est un échec patent, désormais reconnu.

Ces dernières semaines ont vu se multiplier les interventions de partenaires difficiles, aux motivations souvent suspectes. Le Hezbollah est ainsi venu prêter main-forte à l'armée de Bachar el-Assad, affaiblie et décimée, qui ne tient que par l'encadrement d'officiers des pasdarans iraniens. La Turquie s'est présument ralliée à la coalition anti-Daech pour pouvoir mettre fin à la trêve avec les Kurdes qui prévalait depuis deux ans, et bombarder impunément les régions contrôlées par le PKK. M. Poutine vient enfin de mettre tout le monde devant le fait accompli en débarquant en Syrie des troupes et du matériel en quantité significative pour voler au secours de son allié Assad, et concentrer son feu sur les rebelles syriens - et non sur les troupes de l'EI.

Dans cette confusion sans cesse plus dangereuse, M. Obama et ses conseillers s'interrogent sur la stratégie à suivre. Doivent-ils poursuivre et accroître leur intervention militaire? Outre les raids aériens, plus de 5 000 conseillers militaires américains sont de retour en Irak, pour soutenir les pechmergas kurdes et tenter de reprendre en main l'armée régulière. Doivent-ils aussi poursuivre la lutte sur deux fronts en combattant l'État islamique tout en continuant d'exiger le départ d'Assad? ou chercher à négocier avec les Russes une solution qui inclurait celui-ci? L'équation est très difficile, et la résoudre prendra du temps.

Pour Obama, l'aggravation de la situation sur le théâtre syro-irakien et la persistance de troubles graves en Afghanistan représentent une



FRANÇOIS BUJON DE L'ESTANG

Le chaos qui prévaut en Syrie et en Irak interdit aux Américains de prendre leurs distances avec le Moyen-Orient alors qu'ils le souhaiteraient, explique l'ancien ambassadeur de France à Washington.*

de l'intensité. Face
à ce qu'ils en avaient

Obama : les tourments d'Obama

iraquiennes encadrées par des officiers iraniens n'inspirent guère confiance et contribuent par leurs exactions à aliéner les populations sunnites. Quant à l'effort américain pour former des combattants syriens « modérés », c'est un échec patent, désormais reconnu.

Ces dernières semaines ont vu se multiplier les interventions de partenaires difficiles, aux motivations souvent suspectes. Le Hezbollah est ainsi venu prêter main-forte à l'armée de Bachar el-Assad, affaiblie et déclinée, qui ne tient que par l'encadrement d'officiers des pasdarans iraniens. La Turquie s'est prétendument ralliée à la coalition anti-Daech pour pouvoir mettre fin à la trêve avec les Kurdes qui prévalait depuis deux ans, et bombarder impunément les régions contrôlées par le PKK. M. Poutine vient enfin de mettre tout le monde devant le fait accompli en débarquant en Syrie des troupes et du matériel en quantité significative pour voler au secours de son allié Assad, et concentrer son feu sur les rebelles syriens - et non sur les troupes de l'EI.

Dans cette confusion sans cesse plus dangereuse, M. Obama et ses conseillers s'interrogent sur la stratégie à suivre. Doivent-ils poursuivre et accroître leur intervention militaire ? Outre les raids aériens, plus de 5 000 conseillers militaires américains sont de retour en Irak, pour soutenir les peshmergas kurdes et tenter de reprendre en main l'armée régulière. Doivent-ils aussi poursuivre la lutte sur deux fronts en combattant l'État islamique tout en continuant d'exiger le départ d'Assad ? ou chercher à négocier avec les Russes une solution qui inclurait celui-ci ? L'équation est très difficile, et la résoudre prendra du temps.

Pour Obama, l'aggravation de la situation sur le théâtre syro-irakien et la persistance de troubles graves en Afghanistan représentent une

double défaite. D'abord parce qu'elles lui rendent impossible d'extirper les États-Unis de guerres coûteuses et sans fin, et de liquider comme il l'aurait souhaité l'héritage désastreux de l'Administration Bush. Mais ensuite parce qu'elles lui interdisent d'effectuer ce « pivot » vers l'Asie-Pacifique où se concentrent, à ses yeux, les vrais intérêts stratégiques des États-Unis.

À y regarder de plus près, la mêlée sanglante qui prévaut dans toute la région révèle aussi l'échec flagrant de quelques-uns des concepts stratégiques sur lesquels repose depuis des années l'action des États-Unis. L'Afghanistan et l'Irak ont démontré avec éclat l' inanité de la notion de nation

occidentale, dépeignent Barack Obama comme un second Jimmy Carter et se focalisent sur ses seuls échecs sont injustes et trompeurs. Ce président à qui fut décerné beaucoup trop tôt un prix Nobel de la paix est certes loin d'avoir obtenu les succès qu'il espérait en menant tous azimuts, au début de son premier mandat, une politique de la main tendue. Ses intentions généreuses n'ont récolté souvent que des échecs cuisants - avec Moscou, avec Israël, avec le monde arabe.

Mais M. Obama aura aussi obtenu, avec doigté et opiniâtreté, quelques succès importants : la signature en juillet de l'accord nucléaire avec l'Iran, qui ouvre des perspectives encore

timides de dialogue avec Téhéran, le début de normalisation avec Cuba, les prémices d'un dialogue plus constructif

Plus de 5 000 conseillers militaires américains sont de retour en Irak, pour soutenir les peshmergas kurdes et tenter de reprendre en main l'armée régulière

building qui justifiait la présence interminable de troupes et de conseillers américains chargés d'instiller dans ces pays une dose de démocratie, et d'y créer des institutions viables et des forces de sécurité fiables. Les résultats obtenus sont à des années-lumière des ambitions conçues sous l'ère de George W. Bush. La priorité donnée sur plusieurs théâtres au recours aux drones et aux attaques individuelles ciblées ne se révèle pas non plus probante, et les « dommages collatéraux » allènent aux États-Unis bien des sympathies. Enfin, le concept de *leading from behind* né en Libye révèle ses limites, faute d'alliés efficaces au sol et de cohésion au sein de la coalition. L'engagement américain conçu sur ce mode mineur ne suffit pas pour l'emporter.

Pour autant, les trop nombreux commentaires qui, dans le monde

avec Pékin en matière de sécurité et d'environnement, la conclusion la semaine dernière du Trans Pacific Partnership, qui crée entre douze pays du Pacifique, représentant 40 % du commerce mondial, une grande zone de libre-échange.

En entrant dans la dernière année de sa présidence, Barack Obama se préoccupe, comme il est légitime, de ce qu'il laissera derrière lui. Son héritage sera dans l'ensemble positif. Mais il laissera aussi à son successeur, à son corps défendant, un redoutable imbroglio politique et militaire au Moyen-Orient, qui risque de peser lourd et longtemps dans les préoccupations de Washington, et dans ses relations avec ses principaux partenaires.

* Aujourd'hui président de FBE International Consultants.